Alors que les universités françaises poursuivent actuellement une grève qui, pour certaines d'entre elles, dure depuis près de quatre mois, leur ministre de tutelle, dont les projets de réforme sont causes de ce mécontentement général, a jugé opportun de faire une visite-éclair dans les universités californiennes. Le 16 et 17 avril 2009 – c'est-à-dire quelques jours seulement avant de faire adopter, lors du conseil des ministres du 22 avril, son décret sur le réforme du statut des enseignants chercheurs français – Valérie Pécresse a ainsi visité le campus de l'Université de Californie, Berkeley, puis celui de l'Université de Stanford, au sud de San Francisco. Elle y a été reçue par les plus hauts administrateurs des lieux, est entrée en coup de vent dans quelques laboratoires, et a même rencontré une poignée de chercheurs et d'étudiants. C'était, de son propre aveu, la première fois qu'elle mettait les pieds dans une université américaine.

Quoique le ministre ait ensuite tenu à présenter (dans *Paris Match)* cette escapade comme ayant été prévue depuis deux ans, sa visite semble avoir largement été organisée à la dernière minute. J'en ai moi-même été informée par l'un de mes collègues, un ingénieur français en poste à Berkeley, qui, quelques dix jours auparavant, a été invité par le cabinet du ministre à lui faire visiter son laboratoire. Cet ingénieur a aussi été chargé (tout autant par le consulat de France que par le chancelier de notre université) de trouver, sur le campus, quelques autres universitaires d'origine française qui accepteraient de déjeuner avec Valérie Pécresse lors de sa visite. Avec un statisticien français également en poste à Berkeley, j'ai accepté cette invitation. Mon acceptation reposait sur l'idée que nous tâcherions tous les trois d'utiliser cette étrange occasion pour porter à l'attention du ministre quelques-unes des caractéristiques centrales des grandes universités publiques américaines, dans l'espoir de lui faire reconsidérer par là non seulement le contenu mais encore le mode d'élaboration des certaines des réformes qu'elle tentait d'imposer à l'université française. Comme on pouvait, hélas, s'y attendre, la rencontre, où chacun a néanmoins pu parler librement – puisque notre situation d'expatriés ôtait au ministre toute emprise sur nous, tout en nous délivrant de la tentation de la courtisanerie – fut largement un dialogue de sourds.

La journée de Valérie Pécresse sur le campus de Berkeley a commencé par une visite chez le chancelier, un professeur de physique passé maître dans l'art de faire l'éloge du savant mélange d'excellence académique et de méritocratie démocratique qui caractérise ce qui est sans doute (si du moins l'on en croit les classements existants) la meilleure des universités publiques au monde. Après cet entretien, Valérie Pécresse et les membres de son cabinet qui l'accompagnaient avaient rendez-vous dans le tout nouveau CITRIS Building, un bâtiment érigé pour accueillir le Center for Information Technology Research in the Interest of Society, un centre de recherche spécialisé dans l'informatique appliquée. Là, Valérie Pécresse et son cabinet ont visité un laboratoire qui développe actuellement un projet intitulé Mobile Millenium. Ce projet ne pouvait guère que séduire une ministre qui chante les vertus de la recherche appliquée, en prônant sans trop sourciller le financement de ces travaux par les industriels qui seraient le plus susceptibles d'en tirer profit. Il s'agit en effet d'un effort qui, quoique élaboré au sein de l'Université et très largement soutenu non seulement par l'État fédéral américain, mais encore par l'État de Californie, se présente pourtant comme un projet de nature «industrielle », sans doute avant tout au nom du fait que les compagnies privées (Nokia et Navteq) qui y participent pourtant de manière relativement marginale ont toutes les chances d'en être les premières bénéficiaires. Le but de l'entreprise est de mettre au point un système permettant de faciliter la circulation automobile sur le réseau routier. La finalité est de permettre aux usagers du réseau de visualiser en temps réel les conditions de circulation sur les routes et autoroutes à partir de leurs téléphones portables, en utilisant comme point d'appui les GPS dont ces mêmes téléphones sont maintenant généralement porteurs. La

présentation, fort bien faite, enchanta Valérie Pécresse. Seul bémol de taille, que les organisateurs n'avaient apparemment pas pensé à anticiper : la ministre s'étonna beaucoup de trouver ce jeune laboratoire peuplé quasiment exclusivement de doctorants et post-doctorants français (polytechniciens de tous corps et autres normaliens formés à grands frais dans les grandes écoles françaises), dont fort peu, lorsque je leur posais incidemment la question, manifestèrent l'intention de rentrer sagement au pays une fois leurs recherches terminées. L'auteure de ces lignes avoue ne pas avoir été mécontente que la « fuite des cerveaux » ait ainsi, comme par inadvertance, sauté aux yeux du ministre.

Cette rapide visite fut suivie d'un déjeuner, dans le plus célèbre restaurant de la ville. À table, la ministre fut entourée des trois enseignants-chercheurs qu'elle avait indirectement demandé à rencontrer, au milieu desquels fut installé un très jeune journaliste de Paris Match, venu pour tirer d'elle le portrait convenu, mais toujours tellement flatteur, au moins en France, du ministre inflexible qui ne recule devant aucune contestation. Quelques-uns des membres du cabinet du ministre complétaient la tablée, mais semblaient plus soucieux de se restaurer que d'engager la discussion. Notre marge de manœuvre était bien sûr mince, ayant reçu de la chancellerie de l'université la consigne plus ou moins claire de pas offenser Mme la Ministre. Nous avions donc mis au point une stratégie oblique, consistant à valoriser dans le système de Berkeley tout ce qui soulignerait clairement, mais sans le dire ouvertement, l'ineptie non seulement des réformes que la ministre était en train d'imposer aux universités françaises, mais encore des méthodes qu'elle prétendait employer pour y parvenir.

Pour ma part, j'avais concocté un petit couplet sur les pratiques de la *faculty governance* (c'est-à-dire du gouvernement de l'université par les enseignants-chercheurs), si prégnantes à Berkeley, suivi de quelques remarques plus générales sur la collégialité des décisions administratives en ces lieux, laquelle fait tant pour décupler les énergies de ce campus réputé si performant. L'ensemble était destiné à souligner *tongue in cheek* que les méthodes autoritaires de gestion des carrières et des institutions que le ministère tentait actuellement d'imposer aux universités françaises ne pourraient que les affaiblir davantage, notamment parce qu'elles démobiliseraient toujours plus ceux qui y travaillent. Un de mes compagnons d'infortune avait pour sa part l'intention de traiter des liens entre recherche et industrie sur le campus, en rappelant au ministre que, quoiqu'on en dise en France, la recherche scientifique reste très largement financée sur les campus américains par des fonds publics. Or, dans ce cadre, *you get what you pay for*, la puissance publique étant en réalité seule capable de permettre le financement pérenne d'un tel effort. Ce collègue avait aussi l'intention de parler, à partir de sa propre expérience, des méfaits de certaines formes de financement privé de la recherche scientifique sur les campus américains.

Peine perdue, néanmoins, puisque nous être préparés à décrire par le menu – jusque dans la production d'une petite note de synthèse, que l'un d'entre nous avait tenu à remettre au ministre – le fonctionnement de l'université de Berkeley ne nous servit en réalité pas à grand chose, Valérie Pécresse étant clairement plus soucieuse d'engager la conversation sur la situation française, comme si elle ne pouvait s'en détacher, fût-ce à l'autre bout du monde. La ministre en visite de terrain s'avoua même préoccupée seulement par la préparation du prochain conseil des ministres, lequel devait donc avaliser, comme nous allions l'apprendre quelques jours plus tard, le décret si contesté sur le statut des enseignants-chercheurs français. De ce point de vue, le déjeuner fut instructif, puisque celle qui cherche à se présenter en France en femme-forte – décidée à ne pas céder devant les excès de ces universitaires agités qu'elle aurait, au moins selon elle, mission d'administrer souverainement depuis son cabinet – s'y révéla en réalité assez déstabilisée par la contestation qu'elle-même et ses réformes

doivent affronter en France depuis quatre mois. Dans une telle situation, on sourit de peu. Je fus donc amusée de voir que Valérie Pécresse ne savait comment qualifier devant nous ce qui lui arrivait. Seule avec les membres de son cabinet, elle aurait sans doute parlé de «cette bande de gauchistes excités » ou encore de ces pitoyables « petits profs » qui tentaient si misérablement de défendre leurs quelques privilèges. Mais là, devant leurs collègues installés aux Etats-Unis, les mots lui manquaient pour qualifier cette fronde dont les acteurs, toujours sans nom et sans visage, étaient désignés par des « on » et de non moins vagues « ils ».

Plutôt que de nous écouter parler de Berkeley, la ministre préféra donc jouer devant nous un numéro sans doute déjà bien rodé, dans lequel elle présenta la révolte que soulèvent les réformes en cours en France comme une sorte de quiproquo. Dans cette lecture des événements, une ministre moderne et éclairée, soucieuse seulement du rayonnement de la science française, du développement des universités du pays, de la prospérité de celui-ci à l'avenir et du bonheur de ses étudiants actuels et futurs, s'affronte courageusement à l'autisme incompréhensible d'universitaires rétrogrades, préoccupés principalement de leurs salaires, de leur avancement et de leurs conditions de travail. Exécuté avec charme et même intelligence, le numéro était si rondement mené, que, pour l'essentiel, il convainquit au moins momentanément – du moins, je crois – mes deux collègues. Pour ma part, je restais étonnée de tant d'audace ou d'inconscience. Pouvait-on réellement soutenir que nos collègues français, ulcérés par vingt-cinq ans de réformes ineptes, se révoltaient par simple plaisir de créer toujours plus de chaos dans le lieu même des activités auxquelles ils avaient consacré leur vie ? Pouvait-on vraiment insinuer que, de la vision de l'université et de la recherche que développent actuellement des associations ou collectifs comme Sauvons la recherche et Sauvons l'université, il ne se dégageait pas une vision très cohérente de ce que devait être l'université française pour servir au mieux l'intérêt général ? Que cette vision ne soit pas celle actuellement développée dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, personne ne le niera. Mais, du moins en démocratie, soutenir une conception de l'intérêt général qui n'est pas celle défendue par ceux que la voix publique a porté au pouvoir ne saurait vous disqualifier comme intervenant : l'articulation patiente (mais aussi insistante) de cette opinion dissidente est au contraire ce qui fait de vous un interlocuteur pleinement légitime. En cela, l'accusation de « corporatisme », qui fleure bon son jacobinisme primaire, ne semble guère recevable : non seulement tout intervenant dans l'espace public défend nécessairement des intérêts (quoique ce ne soit pas toujours les siens propres), mais encore l'intérêt public ne peut être défini que dans la conciliation de ces intérêts particuliers – laquelle passe évidemment leur expression préalable. C'est en quoi, la concertation – quoiqu'elle ne soit, hélas, guère dans les mœurs politiques françaises – est la clé non seulement de tout consensus acceptable, mais encore de toute démocratie véritable. Et il y a plus : si l'on tente de faire l'économie de la recherche d'un tel consensus, fût-il minimal, on précipite nécessairement l'émergence d'actions (plus ou moins) violentes et l'on s'expose, une fois une réforme imposée par la force, à toutes sortes d'entreprises de sabotage. Les actions de «blocage », dont de très nombreuses universités françaises ont été victimes ces derniers mois, en sont la preuve. Et les enseignants-chercheurs français ne se contenteront sans doute pas de saboter les examens de la présente session. Comme beaucoup de leurs étudiants, qui ne sont en général pas moins mobilisés, – notamment parce qu'il s'agit pour certains d'entre eux de l'avenir d'une profession dans laquelle ils aspirent eux-mêmes à entrer – certains de ces enseignants-chercheurs affûtent dès à présent leurs armes en prévision de la rentrée prochaine. J'entends déjà l'indignation convenue et hypocrite de Mme Pécresse (ou de son successeur ?) lorsqu'un groupe de « jeune gauchistes excités » aura fini – au cours d'un malencontreux « dérapage », probablement attribuable avant tout au désespoir de ne pas être entendu, ni même écouté – par mettre le feu à son université. Sera-t-il encore temps alors d'ouvrir de vraies négociations ?

Au dessert, je glissais donc au ministre une question goguenarde : «*Si je vous comprends bien, Madame, la révolte que suscite vos réformes serait donc seulement le fruit d'un regrettable malentendu ?* » La ministre, sans doute consciente que l'argument était somme toute un peu difficile à soutenir, fit un geste de dépit accompagné par quelques mots mal articulés qui accusaient « la gauche » d'attiser la fronde. N'ayant pas désespéré de placer enfin mon petit couplet sur les vertus d'une administration collégiale et démocratique, je lançais alors, comme nous nous levions de table : « *Nos collègues français se plaignent souvent que vous ne les écoutez pas beaucoup. Peut-être cela peut-il expliquer leur mécontentement ?* » À quoi Valérie Pécresse, visiblement peu consciente du fait qu'il revenait très évidemment au ministre qu'elle était de créer les conditions d'un large débat public sur l'avenir de université française, répliqua qu'elle avait toujours dit qu'elle recevrait tout le monde. Aux mécontents, donc, de réclamer obséquieusement audience. Puis elle ajouta : «*Et d'ailleurs, au fond, que veulent-ils ? Encore de deux ans de palabres…* ». Valérie Pécresse sous-entendait ainsi très clairement que sa réforme, bonne par essence, n'avait nul besoin d'être discutée par ceux qu'elle prétendait administrer, comme s'il aurait été tout à fait impossible, dans la concertation, d'en trouver une meilleure. Voyant qu'un des membres de son cabinet venait lui rappeler qu'il était temps de partir vers leur prochain rendez-vous, je me contentais de lui répondre que deux années de «*palabres* », pour aboutir à une réforme qui serait acceptable pour (et même acceptée par ?) tous les intéressés, ne pouvaient certainement qu'être bénéfiques. Et même, une telle négociation, fût-elle pénible, n'était-elle pas essentielle à l'avenir du pays ? La ministre fit une moue très évidemment gênée mais néanmoins dubitative et me sera hâtivement la main. Je lui souhaitais poliment bon voyage et la regardais monter précipitamment dans son bus, encore toute étonnée d'avoir eu l'occasion de croiser à douze mille kilomètres de Paris, par une si belle journée de printemps californien, une incarnation aussi consternante de l'arrogance technocratique à la française.

Pendant sa journée à Berkeley, Mme la Ministre ne manquerait certainement pas d'éviter de regarder ce qui s'étale pourtant à la vue de tous sur ce campus, à savoir que (quoiqu'on en dise parfois dans cette «gauche » française qui critique volontiers chez Valérie Pécresse la prétendue imitation d'un hypothétique «système universitaire américain », qui n'existe sans doute que dans leur imagination), les universités publiques américaines ne se gèrent pas comme se gèrent les banques, les administrations ou les industries dans la plupart des pays du monde, mais dans une forme de concertation soigneusement entretenue et, qui, à Berkeley, est particulièrement intéressante – voire exemplaire. La ministre éviterait ainsi une nouvelle fois de voir ce qui pourtant crève les yeux de nombre d'observateurs, tant français qu'étrangers, à savoir que pour réformer une institution aussi complexe que l'université et dynamiser une communauté d'enseignants et de chercheurs – afin de leur permettre de donner, avec et pour leurs étudiants, le meilleur d'eux-mêmes – encore faudrait-il penser à demander l'avis des principaux intéressés sur leur présent, comme sur leur avenir. Mais Valérie Pécresse, fermement décidée, comme le prouva le conseil des ministres du 22 avril suivant, à faire passer en force en France sa réforme de l'université, n'était visiblement pas venue pour voir ou entendre cette évidence.

Déborah Blocker

(Département d'études françaises, Université de Californie, Berkeley)